

## Un autre regard sur l'économie américaine (n.2923)

Problèmes économiques

La Documentation française

**L' économie américaine : des réalités très contrastées qui s'éloignent du "rêve américain"**

Problèmes économiques

N° 2.923

9 mai 2007

**DOSSIER : Un autre regard sur l'économie américaine**

**Une mobilité sociale pas plus forte qu'ailleurs**

*Le débat*

Jacques Mistral et Bernard Salzmann

Depuis 1970, l'économie américaine, de par la vigueur et la rapidité de sa croissance, fait figure de modèle pour les autres pays industrialisés. Pourtant, l'étude présentée ici montre que les inégalités de revenus et de salaires y sont plus élevées que dans la plupart des pays européens et que la mobilité sociale y est décroissante. On peut toujours faire fortune aux Etats-Unis et les montants gagnés par les " *working rich* " attirent encore de nombreux immigrants qui veulent tenter leur chance dans le pays. Mais ces exemples de réussite spectaculaire qui font le tour du monde occultent une situation sociale moins brillante. Les chances d'ascension sociale ont en effet très fortement diminué - elles sont ainsi devenues plus faibles qu'en France.

**L'Université américaine ne joue plus son rôle d'ascenseur social**

*Revue internationale d'éducation de Sèvres*

Romain Huret

L'Université américaine a connu, jusque dans les années 1970, deux étapes successives : une phase de recrutement aristocratique parmi les WASP - *White Anglo-Saxon Protestant* - (au début du XXe siècle), suivie d'une phase de recrutement méritocratique qui rendait difficile, voire impossible, l'intégration des minorités ethniques. Depuis, la sélection est devenue plus ambiguë. En effet, l'amplification du nombre d'étudiants dans l'enseignement supérieur a exacerbé la concurrence entre les universités. En parallèle, le développement de la sélection à l'entrée a créé un vaste marché de la préparation aux tests, ravivant les clivages sociaux alors que le système visait à les supprimer. Aussi, la diminution des fonds publics consacrés à l'enseignement supérieur a-t-elle contribué à augmenter le coût des études. Il n'est d'ailleurs pas surprenant que Gary Becker, prix Nobel d'économie, ait développé en 1964 le concept d'" investissement en capital humain ". Ainsi, selon l'auteur, alors même que la mise en place du recrutement méritocratique dans les années 1970 aurait dû progressivement favoriser l'égalité des chances à l'entrée de l'Université, celle-ci n'a au contraire pas joué son rôle d'ascenseur social.

**Dix ans après la réforme du *Welfare* américain : un bilan plutôt positif**

*Lettre de l'OFCE*

Hélène Périvier

En 1996, l'adoption de la loi " Responsabilité personnelle et réconciliation avec le travail " (PRWORA) aux Etats-Unis marque le passage d'une politique de *welfare* à une politique de *workfare*. Afin d'éviter les trappes à inactivité, les pouvoirs publics exigent désormais des bénéficiaires de l'aide (*Temporary Aid for Needy Families*) un minimum d'activité. Dans le contexte économique favorable des quinze dernières années, la réforme de l'aide sociale a contribué à réduire de 7,1 points de pourcentage la pauvreté des familles monoparentales et à augmenter entre 1993 et 2000 de 15 points l'emploi des mères isolées. Même si elle reconnaît la réussite de cette politique, l'auteur revient sur les limites du *workfare* qui ne garantit pas une sortie définitive de la pauvreté. Elle insiste également sur un autre phénomène : le nombre croissant des exclus du système de l'aide sociale.

**Climat : la politique de l'administration Bush ne fait pas l'unanimité**

*La Vie des Idées*

Guillaume Duval

La signature du protocole de Kyoto en 1997, ratifié par 189 pays à ce jour, a constitué une avancée considérable dans la lutte, à l'échelle planétaire, contre les émissions de gaz à effet de serre (GES). Mais l'application du protocole est retardée notamment par le refus des Etats-Unis de le ratifier. Il impose, il est vrai, aux pays d'Europe un effort bien moindre puisque l'année de référence pour la réduction des GES a été fixée à 1990. Or, à cette date, d'une part les émissions importantes de l'Allemagne de l'Est sont prises en compte et, d'autre part, la croissance modérée de l'Union européenne depuis les années 1990 a mécaniquement fait baisser les émissions. L'effort à fournir de la part des Etats-Unis serait bien plus important et sans doute assez coûteux en termes de croissance. Pourtant, la structure politique originale des Etats-Unis permet à une vingtaine d'Etats de s'organiser aujourd'hui pour lutter ensemble contre l'émission des GES et s'opposer ainsi à la politique fédérale.

**Les Etats-Unis ont franchi le cap des trois cents millions d'habitants**

*The Economist*

Les Etats-Unis ont franchi le cap des 300 millions d'habitants. C'est 100 millions de plus que dans les années 1970. Favorisée par l'immigration, la prospérité économique et les valeurs religieuses, cette croissance démographique est exceptionnelle pour un pays riche. Même si elle est susceptible, à terme, d'entraîner des

problèmes environnementaux, elle permettra de ralentir le vieillissement de la population que connaissent la plupart des pays industrialisés. La formidable expansion démographique des Etats-Unis constitue ainsi un atout considérable pour l'économie américaine.

#### **EGALEMENT DANS CE NUMERO**

##### **BANQUES**

###### **Les restructurations bancaires européennes**

*Conjoncture BNP Paribas*

Laurent Quignon

La consolidation du marché bancaire a fait l'objet d'une abondante littérature. Au cœur de l'analyse figurent les économies d'échelle et de gamme, la taille critique ou optimale et l'amélioration des performances financières. Aujourd'hui, le marché semble entrer dans une nouvelle phase, car les opérations à caractère purement national ne mobilisent plus l'essentiel des enjeux. Si la consolidation domestique n'est pas encore complètement achevée, les études portent de plus en plus sur le caractère international, notamment européen, du processus. Mais l'Europe n'est pas le seul terrain d'accomplissement des ambitions de croissance externe. Certains marchés bancaires émergents, comme ceux d'Asie, pourraient susciter l'intérêt des banques européennes.

##### **DEVELOPPEMENT**

###### **Les freins au commerce en Afrique**

*Finances et Développement*

Sanjeev Gupta et Yougheng Yang

Pour les pays pauvres ou émergents, une des clés de la croissance et du développement dépend étroitement du degré d'intégration dans le commerce mondial. Or, en dépit de l'amélioration de ses performances économiques, la part de l'Afrique dans les échanges mondiaux est passée de 4 % dans les années 1970 à 2 % aujourd'hui. Le continent est devenu également, depuis 2001, la région du monde la moins ouverte aux échanges. Les mauvais résultats de l'Afrique en matière d'exportation s'expliquent par de multiples facteurs désormais bien identifiés. Le nombre très élevé des accords commerciaux régionaux (ACR) complique également la situation. Il en existe environ une trentaine et chaque pays de l'Afrique subsaharienne participe en moyenne à quatre ACR. Si l'Afrique veut voir sa croissance dépasser rapidement le taux de 7 % nécessaire pour atteindre l'objectif du Millénaire pour le développement (réduire de moitié la pauvreté d'ici à 2015), la mise en œuvre, en partenariat avec la communauté internationale, d'un programme visant à stimuler le commerce est aujourd'hui de la plus grande urgence.

##### **SCIENCE ECONOMIQUE**

###### **La crise des capitalismes hiérarchiques**

*Commentaire*

Jean-Jacques Rosa

L'étude des effets comparés de l'organisation centralisée ou décentralisée des décisions est non seulement fondamentale pour l'analyse politique, mais concerne également l'économie et le système capitaliste. Dans cette perspective, l'auteur se penche sur certains dysfonctionnements des économies contemporaines. Son analyse repose sur la théorie suivante : c'est le choix de la centralisation, en fonction du coût de l'information, qui détermine le système adopté par la société et non l'adoption arbitraire d'un mode de propriété, plus ou moins privé ou public. Le mode de propriété est dans ce cas une conséquence des choix qui ont été faits à l'égard du degré de centralisation de la décision. Ainsi, la variable fondamentale est l'abondance ou la rareté de l'information et non la préférence idéologique a priori.

Année d'édition : 2007      48 pages, 21x27 cm  
Réf. : 3303332029235      ISSN : 0032-9304